

Cancre mais fayot : François Hollande, mauvais élève du collège unique européen



Pour répondre aux exigences de Bruxelles, les manipulations budgétaires du gouvernement atteignent des niveaux inégalés : alors que Valls et consorts n'ont de cesse de se réjouir d'un déficit "meilleur que prévu et d'une dépense remarquablement maîtrisée", le déficit budgétaire de l'État s'accroît en réalité d'une année sur l'autre de plus de 10 milliards d'euros.

Avec Serge
Federbusch

1 - Les maux de l'Union européenne ressemblent étrangement à ceux du collège unique...

Tous les élèves du collège unique, comme tous les Etats membres de l'Union, devaient être tirés vers le haut. Mais ces belles constructions finissent dans la fraude, les taux de passage imposés, les critères de Maastricht traficotés, les résultats d'examens et budgétaires manipulés, les quotas, les admissions sans sélection, etc. Et la France, mauvaise élève, tente de faire oublier ses piètres performances en fayotant auprès de l'institutrice Angela.

2 - Méfiez-vous, le cahier de correspondances de l'élève Hollande est bidouillé !

Rebsamen, le ministre qui donne deux ans aux Français pour réaliser à quel point ils sont dirigés par un homme d'Etat d'une envergure interplanétaire, a de nouveau pondu la formule la plus hilarante de la semaine. Face à la forte augmentation du chômage : *"Notre politique de l'emploi a permis de limiter les effets de la crise pour de très nombreux Français ... il faut accompagner le retour de la croissance en levant les freins au recrutement qui subsistent"*. A ce niveau de déni, on peut parler de schizophrénie. **La logique rebsamienne voudrait qu'on retire la nationalité française aux chômeurs, le niveau de vie de l'électeur moyen sera alors amélioré.**

Ces résultats calamiteux sont pourtant de vrais exploits. Malgré la création massive d'emplois bidons sous le nom "d'avenir" et des consignes strictes de radiation par Pôle emploi, le gouvernement ne parvient pas à trafiquer suffisamment les statistiques pour faire baisser, même en apparence, les chiffres du chômage. Qu'à cela ne tienne ! On créera cent mille jobs artificiels supplémentaires, annonce Rebsamen. Grâce à cette initiative digne des Ateliers nationaux de la Deuxième république, "le prochain mandat (de président) bénéficiera peut-être de la reprise" a osé François Hollande, reprenant l'avantage sur son ministre de l'Emploi dans leur concours de petites blagues. Il parlait certainement du second mandat qu'il espère effectuer après avoir convaincu ses concitoyens de ses immenses qualités. Même Rebsamen est dépassé : ce n'est plus de la schizophrénie rampante, c'est un *lock-in syndrome* politique, une impossibilité de communiquer avec le monde extérieur.

Le coup de massue fiscal et la multiplication des entraves à la création de richesses, dont témoigne cette semaine l'entrée en vigueur de nouveaux textes sur les locations meublées qui vont dissuader les bailleurs de mettre leurs biens en location, ont été tels que l'activité redémarre trop poussivement pour conduire les employeurs à embaucher.

Au même moment ou presque, les mensonges du gouvernement sur l'amélioration de la situation budgétaire sont apparus au grand jour grâce à la Cour des comptes. Valls et consorts n'avaient de cesse, relayés par la plupart des médias, de se réjouir d'un déficit "meilleur que prévu et d'une dépense remarquablement maîtrisée".

En réalité, le déficit budgétaire de l'Etat s'accroît d'une année sur l'autre de plus de 10 milliards d'euros et la dépense publique n'est maîtrisée qu'au prix de d'expédients malgré une économie de 1,7 milliards due à des taux d'intérêt exceptionnellement bas.

Les manipulations budgétaires atteignent des niveaux inégalés : non prise en compte, pour 3,3 milliards d'euros, de crédits destinés aux investissements d'avenir mais qui sont venus se substituer à des dépenses qui auraient dû être effectuées à partir du budget de l'Etat, réductions artificielles de dépenses, hausse des reports de crédits de paiement sur 2015 à 2,35 milliards d'euros, soit le montant le plus élevé depuis 2010, dette de l'Etat vis-à-vis de la Sécurité sociale qui augmente de près de 50 % pour atteindre 368 milliards d'euros. **En résumé, le gouvernement a fait de la cavalerie budgétaire pour enfumer la Commission européenne et justifier un répit électoral de deux ans en éludant les vrais efforts.**

Le plus étonnant n'est pas ce brigandage comptable mais le fait qu'à Berlin, Francfort et Bruxelles on fasse semblant de ne pas s'en apercevoir. Pourquoi cette indulgence ? Le cancre Hollande a fayoté auprès de la maîtresse Merkel en se rangeant derrière l'Allemagne pour donner des leçons à la Grèce ou à la Grande-Bretagne. Il était proprement hallucinant de voir le président français tancer Cameron qui vient d'être brillamment réélu et qui affiche une croissance économique et une baisse du chômage à nous faire nous pâmer d'envie. **Les présidents socialistes, ça ose tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît.**

La solidarité de la gauche européenne passe aussi à la trappe, Hollande lâchant en apparence la Grèce afin que ses propres turpitudes soient pardonnées. Tout cela n'est pourtant que comédie. Les dirigeants européens font les gros yeux mais ils se demandent surtout comment renflouer Tsipras sans donner le mauvais exemple à tous les impécunieux qui ne voudront plus rembourser leurs dettes.

L'Euroland est devenu un empilement de mensonges, de subterfuges et de mauvaise foi. D'où et quand viendra la pichenette finale ? **Les hommes ne sont pas maîtres du temps et c'est pour l'oublier qu'ils ont inventé les horloges.** Les performances relatives des Anglais ou des Américains sont dues à deux facteurs qui font défaut à la France : une baisse délibérée du taux de change de leurs monnaies et des réformes libérales du marché du travail. La dépréciation de l'euro est trop tardive et trop faible pour doper suffisamment notre économie, elle n'intervient qu'à raison de sa faiblesse et elle est entravée par l'Europe du Nord qui se porte un peu mieux. Quant aux réformes, Valls, qui ne parle d'économie que très rarement pour se protéger des sujets qui fâchent, vient de réaffirmer qu'il ne toucherait pas au contrat de travail à la française. Bref, le marasme va perdurer.

3 - C'est comment qu'on freine ?

Pendant ce temps, les nuages réapparaissent sur l'économie mondiale. Les banques centrales n'osent plus augmenter les taux d'intérêt de peur de voir leur devise renchérir et de tuer dans l'oeuf la reprise dans leur pays. Cette sorte de "trappe à taux d'intérêt" entretient la compétition entre les Etats pour dévaloriser leur monnaie. Plus aucun ne parvient à prendre l'avantage sur les autres. On retrouve en quelque sorte les inconvénients des guerres tarifaires dans années 1930 mais avec les taux de change et d'intérêt pour armes principales.

Comme l'écrit judicieusement Eberhardt Unger : *"Quand les taux d'intérêt et les rendements sont à 0% ou s'en approchent, injecter de la monnaie via le QE devient une absurdité. En effet, si les taux zéro ne sont pas en mesure de stimuler de nouveaux investissements, à quoi peut servir le QE ? Ce ne sont pas des bulles spéculatives qui peuvent causer une reprise économique. Les problèmes sont seulement transférés vers les marchés des changes et provoquent une course à la dévaluation. Quel pays est prêt à perdre ses positions sur les marchés mondiaux en acceptant qu'un concurrent obtienne des avantages grâce à un taux de change inférieur ?"*

Un jour ou l'autre, les marchés financiers paniqueront en constatant combien la hausse des actions se fait depuis deux ans au prix d'une manipulation monétaire de moins en moins efficace. D'autant que l'achat d'obligations anciennes porteuses d'un taux d'intérêt supérieur reste une alternative à des placements de plus en plus risqués. Dans ce monde dérégulé plus que dérèglementé, on a même entendu récemment le gouverneur de la Banque de France sermonner les banques pour qu'elles réduisent la rémunération des épargnants, pourtant déjà maigrichonne, dans le cadre des contrats d'assurance-vie. La trahison des clercs est un éternel recommencement.

4 - Les Rumpublicains : plus ils changent, plus c'est la même chose

La presse a eu chaud, si NKM avait été exclue des instances dirigeantes du parti, il n'y aurait plus de marionnette bobo à agiter sous le nez de Sarkozy. Un bureau plus grand que celui de Wauquiez eût été désespérément vide. Ouf ! Le spectacle qu'elle a donné aux électeurs parisiens va pouvoir continuer.

5 - Perfusion journalistique

Le gouvernement aura décidément tout fait pour être apprécié des journalistes. En ces temps de disette budgétaire, la distribution continue. Fleur Pellerin va arroser désormais l'ensemble des périodiques quelle que soit leur périodicité. Elle mentionne *Charlie Hebdo, le Monde diplomatique, Politis, Golias, Causette* ou *Society*. Que des gens bien ! 5 millions d'euros annuels supplémentaires sont prévus pour ces gâteries. Les seuls à voir leur part du gâteau diminuer sont les périodiques de divertissement qui n'auront plus d'aide postale. Bien fait pour Closer ! Il n'avait qu'à pas révéler certaines escapades à scooter.

Les titres de la presse papier vont survivre en utilisant cet argent pour se développer sur Internet, entravant l'émergence de concurrents qui ne sont présents que sur ces nouveaux supports électroniques. Le vieux sous perfusion de l'Etat empêche le neuf d'émerger. Un parfait résumé de l'interventionnisme à la française.

A lire, du même auteur : [La marche des lemmings... ou la 2e mort de Charlie - Le pouvoir de la manipulation et la manipulation au](#)

